

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

CINQUIÈME RAPPORT D'AFFECTATION PTNUM 2025

Sommaire

| | |
|---|----|
| EXPOSÉ DES MOTIFS | 3 |
| PROJET DE DÉLIBÉRATION | 7 |
| ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION | 10 |
| Avenant 1 annexe-projet SOLSTISS II | 11 |

EXPOSÉ DES MOTIFS

En application du règlement budgétaire et financier, il revient à la Commission Permanente d'affecter, de façon provisionnelle, les autorisations d'engagement et de programme ayant trait aux dépenses qui assurent le fonctionnement des assemblées, du cabinet et des services administratifs et notamment les dépenses liées aux Systèmes d'Information, à la Smart région, la Donnée, et au développement numérique des lycées.

Ces affectations provisionnelles permettront d'exécuter les dépenses d'investissement et de fonctionnement relevant des marchés et contrats qui sont actuellement en cours d'exécution ou de renouvellement et à venir. Elles sont proposées à hauteur de 100 % de la dotation du budget 2025 pour l'investissement et à hauteur de 100 % pour le fonctionnement pour les services du PTNUM. Pour la transformation numérique des lycées, il est proposé au titre du présent rapport d'affecter un montant total de **2 025 000 €** en autorisation de programme.

Pour les crédits de la Direction des systèmes d'information, de la Direction de la Donnée et de la Direction du Numérique, de l'Innovation et de la Smart Région, il est proposé d'affecter un montant total en autorisation de programme de **100 000 €** et un montant total en autorisation d'engagement **534 000 €**.

1.-CHAPITRE 900 « SERVICES GENERAUX »

Code fonctionnel 020 « Administration Générale » Programme 102002 « Moyens informatiques des services »

Il est proposé d'affecter la somme de **100 000 €**, répartis comme suit :

Action 10200202 « Développement de logiciels et progiciels » : 100 000 €

Le montant de cette affectation provisionnelle de 100 000 € permettra :

- de poursuivre la modernisation des applicatifs de la Région ;
- d'améliorer l'expérience usagers, internes comme externes, grâce à la création d'un écosystème web améliorant les environnements numériques ;
- de poursuivre la refonte de nos principales applications support (SI finances, SI RH, SI Achats) ;
- de moderniser les infrastructures numériques du socle technique ;
- de privilégier l'intégration de la cybersécurité au cœur des projets numériques dès la phase de conception ;
- de poursuivre des actions de sécurisation de la Région ;
- d'améliorer la gouvernance et la gestion de la donnée (conformité RGPD, ouverture en open data) ;
- de développer les systèmes de gestion de la Donnée pour favoriser sa valorisation et appuyer le pilotage et l'évaluation des politiques publiques.

Compte tenu de l'insuffisance des crédits du chapitre 900 ' Services généraux ' code fonctionnel 020 ' Administration générale de la collectivité ' programme HP020-002 ' Moyens informatiques des services ', action 10200202 ' Développement de logiciels et progiciels ' du présent rapport, il a été procédé à un transfert de crédits d'autorisation de programme sur le chapitre 900 ' Services généraux ' du budget 2025, d'un montant de 100 000 € disponible sur le code fonctionnel 04 ' Administration générale de la collectivité ', programme RE42-001 ' Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale ', action 50400101S ' Actions interrégionales.

2.- CHAPITRE 930 « ADMINISTRATION GENERALE »

Code fonctionnel 020 « Administration Générale de la collectivité »

Programme 102005 « Moyens informatiques, audio et documentation de l'entité »

Il est proposé d'affecter des autorisations d'engagements provisionnelles et spécifiques pour un montant total de **534 000 €** ventilé sur les actions suivantes.

2.1.- Action 10200502 « Informatique » : 434 000 €

Au titre des affectations provisionnelles, il est prévu d'engager principalement les dépenses d'infogérance des systèmes d'information, de maintenance des matériels et logiciels utilisés par la Région ainsi que les dépenses de consommables informatiques pour un montant de **434 000 €**.

Compte tenu de l'insuffisance des crédits du chapitre 930 ' Services généraux ', code fonctionnel 020 ' Administration générale de la collectivité ', programme HP020-005 ' Moyens informatiques, audio et documentaires de l'entité ', action 10200502 ' informatique ' du présent rapport, il a été procédé à trois transferts de crédits d'autorisation de programme sur le chapitre 930 ' Services généraux ' du budget 2025, un premier d'un montant de 130 000 € disponible sur le code fonctionnel 020 ' Administration générale de la collectivité ', programme 02008 ' Assistance technique ', action 10200803 ' Assistance technique - Programmation 2021-2027 ', un deuxième d'un montant de 100 000 € disponible sur le code fonctionnel 042 ' Actions interrégionales ', programme RE042-001 ' Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale ', action 504001025 ' Actions interrégionales ' et un troisième d'un montant de 20 000 € disponible sur le code fonctionnel 045 ' Actions internationales ', programme HP045-033 ' Actions internationales ', action 10403301 ' Fonds d'intervention d'urgence humanitaire et climatique '.

2.2.- Action 10200503 « Télécommunications » : 100 000 €

Le montant affecté permet d'engager et de régler les dépenses récurrentes de télécommunications (liens intersites, internet, téléphonie fixe et mobile), de maintenance des équipements des infrastructures de relais de communication mobiles et de la connexion réseau vers le Datacenter Régional, centre d'infogérance communautaire.

3. AFFECTATIONS, CHAPITRE 902 « ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE »

Ces dépenses sont relatives aux achats par les marchés publics régionaux pour les ENT et les TICE des lycées. Il est proposé d'affecter **2 025 000 €** en autorisation de programme.

3.1. POLITIQUE D'EQUIPEMENTS NUMERIQUES

Action 12200401 « Numérique des lycées - lycées publics »

Logiciels pour les lycées

Il s'agit de **1 025 000 €** pour équiper les logiciels pour les lycées.

Répartis comme suit : **1 025 000 €** pour les lycées publics, action 12200401 « Numérique des lycées - lycées publics ».

Compte tenu de l'insuffisance des crédits du chapitre 902 ' Enseignement, formation professionnelle et apprentissage ' code fonctionnel 22 ' Enseignement du second degré ', programme HP 222-004 ' Ressources numériques des lycées publics ', action 12200401 ' Numérique des lycées - lycées publics ' du présent rapport, il a été procédé à deux transferts de crédits d'autorisation de programme sur le chapitre 902 ' Enseignement, formation professionnelle et apprentissage ' du budget 2025, d'une part d'un montant de 225 000 € disponible sur le code fonctionnel 28 ' Autres services annexes de l'enseignement ', programme HP 288-005 ' Gestion et équipement des lycées - autres ', action 12800504 ' Logiciels et matériels didactiques ' et d'autre part d'un montant de 800 000 € disponible sur le code fonctionnel 22 ' Enseignement du second degré ', programme HP 222-001 ' Opérations travaux dans les lycées publics ', action 12200401

'Etudes générales lycées publics '.

3.2. POLITIQUE D'EQUIPEMENTS INDIVIDUELS – RENTRÉE 2025

Action 12800701 « Manuels et ressources pédagogiques »

La région Ile de France poursuit sa politique d'équipements individuels des lycéens et pour cette rentrée scolaire 2025, tous les élèves de 2nde entrants des lycées généraux, technologiques et professionnels du public seront équipés d'ordinateurs portables. Dans les lycées privés, les élèves de lycées professionnels seront tous dotés d'ordinateurs portables, les élèves des lycées généraux et technologiques seront dotés sur critères sociaux également d'ordinateurs portables.

L'effort de la Région reste porté, sur la dotation d'ordinateurs portables qui ont montrés leur plus grande souplesse d'utilisation et plus de mobilité dans des lycées tous équipés de réseaux WIFI.

Une attention particulière, continue à être portée sur l'accompagnement des usagers avec de nouveaux modules de prise en main et de formations sur ces équipements individuels et leurs interactions avec l'écosystème numérique d'équipements de classes et de plateformes mis en place par la Région.

En complément et afin de commander des manuels scolaires indispensables pour la rentrée 2025, il est proposé d'affecter des autorisations de programme pour un montant de **1 000 000 €** sur le budget 2025.

Compte tenu de l'insuffisance des crédits du chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage » code fonctionnel 288 « Autres services annexes de l'enseignement », programme 288-007 « Ressources numériques – manuels », action 12800701 « Manuels et ressources pédagogiques » du présent rapport, il a été procédé à un transfert de crédits d'autorisation de programme sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage » du budget 2025, d'un montant de 1 000 000 € disponible sur le code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP22-001 « Opérations travaux dans les lycées publics », action 12200104 « Rénovation des lycées publics ».

4. ADHESION A INTERCERT FRANCE

Action : 19400108 - Smart industrie

Dans le cadre du Marché DCS CSIRT IDF N : 2300081, la plateforme Urgence Cyber intègre l'InterCERT France afin de bénéficier de la structure et des services liées à la Cyber Sécurité sur le réseau National dont l'objectif est de renforcer la capacité pour chaque membre à détecter et à répondre aux incidents de sécurité impactant son périmètre.

Le montant de l'appel de cotisation pour l'année 2026 est de **4 500 €**.

Ce montant est financé grâce l'opération directe D2200590 votée au rapport CP 2022-483 du 10 novembre 2022 à hauteur de 2 600 000 €.

Il est proposé d'adhérer à l'InterCERT France.

5. SUBVENTION DE CYBERDEFENSE DE L'ANSSI A LA REGION ILE-DE-FRANCE

L'intensification de la menace cyber et la forte vulnérabilité des PME-ETI, collectivités, établissements publics et des associations ont conduit l'Etat à solliciter en 2022 les régions au travers d'un AMI dans le cadre du Plan France Relance. L'objectif était de déployer à l'échelle des territoires des CERT ou CSIRT (Computer Security Incident Response Team), des plateformes destinées à venir en aide aux acteurs intermédiaires en cas de cyber attaque. La Région a répondu à cet AMI en 2022 et a reçu une subvention d'1 million d'euros de l'Etat pour un budget prévisionnel de 2,2 millions d'euros pour 3 ans de fonctionnement.

Dans un contexte particulièrement anxiogène sur le niveau de risque Cyber, la Région s'est engagé pour créer un service de réponse aux incidents Cyber. A l'issue d'une procédure d'appel d'offres, la Région a sélectionné en juin 2023 l'entreprise DCS Easyware pour créer et exploiter son CSIRT régional, Urgence Cyber Île-de-France. Le service est fonctionnel depuis novembre 2023 et s'appuie sur une équipe de 4 personnes qui opèrent la plateforme téléphonique.

Afin de renforcer l'accompagnement local aux enjeux de cybersécurité, l'ANSSI a ouvert le 22/08/25 un appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour le renforcement de l'accompagnement local aux enjeux de cybersécurité au travers d'une subvention de 400K.

Après une analyse approfondie des candidatures, l'ANSSI a confirmé la validation et l'attribution pour le Conseil Régional Île de France et plus particulièrement pour son CSIRT régional, Urgence Cyber Île-de-France une subvention d'un montant de 400 000 euros afin de renforcer le dispositif de cyberdéfense mis en place par la Région Île de France. Par cette action, l'objectif est de pouvoir contribuer à l'élévation du niveau général de cybersécurité au profit des entités les plus vulnérables aux cyberattaques par un accompagnement cyber de proximité.

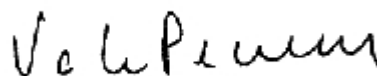
Les modalités de financement, de versement et de contrôle de l'emploi des crédits obtenus sont décrites dans une convention conclue entre le conseil Régional Île-de-France et le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale. Afin de permettre la signature prochaine de cette convention et le versement de cette subvention sur l'année budgétaire 2025, elle fait donc l'objet d'une information dans le rapport CP de novembre 2025.

6. AVENANT 1 A L'ANNEXE-PROJET SOLSTISS

Dans le cadre du projet SOLSTISS II porté par epsilon, l'avenant à l'annexe-projet constitue une étape indispensable pour garantir la continuité administrative et financière de la dernière année du projet, prévue de mai 2026 à mai 2027. Sa signature permet d'officialiser les engagements budgétaires des Régions partenaires pour l'exercice 2026, en conformité avec les décisions prises en comité de cofinancement.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 20 NOVEMBRE 2025

CINQUIÈME RAPPORT D'AFFECTATION PTNUM 2025

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 84-16 du 17 juin 2016 approuvant vers des lycées 100% numériques ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2022-483 du 10 novembre 2022 relative au CERT régional, grands lieux d'innovation, pack quantique et autres dossiers d'innovation ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-021 du 29 janvier 2023 relative aux premières affectations de crédit pour le pôle transformation numérique – Projet SOLTISS et convention numérique des lycées ;

VU la délibération n° CP 2023-423 du 17 novembre 2023 relative au sixième rapport d'affectation PTNUM, admission non-valeur, projet innovation Région Ile-de-France Haute Résolution ;

VU la délibération n° CP 2025-003 du 30 janvier 2025 relative au premier rapport d'affectation PTNUM 2025 ;

VU la délibération n° CP 2025-076 du 27 mars 2025 relative au deuxième rapport d'affectation PTNUM 2025 ;

VU la délibération n° CP 2025-152 du 19 juin 2025 relative au troisième rapport d'affectation PTNUM 2025 ;

VU la délibération n° CP 2025-212 du 25 septembre 2025 relative au quatrième rapport d'affectation PTNUM 2025 ;

VU le budget 2025 de la Région ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-320 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation de programme **100 000 €** disponible sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-002 « Moyens informatiques des services », action 10200202 « Développement de logiciels et progiciels » du budget 2025 pour les dépenses d'investissement liées aux systèmes d'information (D2500003).

Article 2 :

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation d'engagement **434 000 €** disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-005 « Moyens informatiques, audio et documentaires de l'entité », action 10200502 « informatique » du budget 2025 liées aux Systèmes d'information (D2500007).

Article 3 :

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation d'engagement **100 000 €** sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-005(102005) « Moyens informatiques, audio et documentaires de l'entité », action 10200503 « Télécommunications » du budget 2025 pour les dépenses de fonctionnement liées au numérique (D2500008).

Article 4 :

Décide d'affecter, un montant d'autorisation de programme de **1 000 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage » code fonctionnel 288 « Autres services annexes de l'enseignement », programme HP 288-007 « Ressources numériques – manuels », action 12800701 « Manuels et ressources pédagogiques » du budget 2025 pour la commande de manuels scolaires pour les lycéens et les actions d'accompagnement de l'écosystèmes numérique auprès des coordonnateurs numériques des lycées pour la rentrée 2025 (D2500022).

Article 5 :

Décide d'adhérer au titre de l'année 2026 à l'association InterCERT France et de verser la cotisation de 4 500 €.

Article 6 :

Décide d'affecter, un montant d'autorisation de programme de **1 025 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-004 « Ressources numériques des lycées publics », action 12200401 « Numérique des lycées - lycées publics » du budget 2025 pour les dépenses relatives aux logiciels pour les lycées (D2500643).

Article 7 :

Décide d'approuver l'avenant n°1 à l'annexe-projet SOLSTISS II 2023-01 en annexe à la délibération et autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à le signer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

Avenant 1 annexe-projet SOLSTISS II



EPSILON

Centrale d'Achat Informatique

Hôtel de Région
14, rue François de Sourdis
33077 BORDEAUX CEDEX

Avenant n°1
à l'annexe-projet SOLSTISS II 2023-01
Assistance, Maintenance, Evolutions et Hébergement de la solution
SOLSTISS
(Solution de Suivi Transrégional des Instituts Sanitaires et Sociaux)

Préambule

Dans le cadre de la démarche de mutualisation via Epsilon, 13 Collectivités (Région Auvergne-Rhône-Alpes, Région Bretagne, Région Bourgogne-Franche-Comté, Région Centre-val-de-Loire, Région Grand-Est, Région Hauts-de-France, Région Ile-de-France, Région Normandie, Région Nouvelle-Aquitaine, Département de Mayotte, Région Pays de la Loire, Région Occitanie et Région Sud) participent au projet SOLSTISS II.

Epsilon a notifié un accord-cadre relatif à la Tierce Maintenance Applicative du logiciel SOLSTISS le 03 mai 2023 qui arrivera à expiration le 03 mai 2027. Les Collectivités par le biais de leurs annexes-projets initiales se sont engagées financièrement pour 3 ans jusqu'au 03 mai 2026.

Pour mémoire, depuis mai 2023, les commandes d'évolutions ont principalement concerné :

- Le palier 1, avec à ce jour 93 évolutions réalisées ;
- Le palier 2, incluant la mise en place des deux premières briques des habilitations : la gestion back-office et la consultation Front-Office ;
- Le module « Apprenants AGORA », afin d'améliorer son fonctionnement, avec 51 évolutions à son actif ;

La 4^{ème} et dernière année du projet visera en termes d'évolutions à :

- Poursuivre la construction du module habilitations, notamment les fonctionnalités de dépôt de pièces, de dépôt des demandes d'habilitation et d'édits ;
- Continuer les améliorations du palier 1 (modules financier, structures et transverses) ;
- Continuer l'amélioration du module Apprenants ;
- Traiter la dette technique ;
- Renforcer la conformité aux règlements RGPD (protection des données) et RGAA (accessibilité numérique).

Les Collectivités membres doivent réengager des crédits pour la 4^{ème} et dernière année du 03 mai 2026 au 03 mai 2027 et faire ratifier le présent avenant 1 à l'annexe-projet initiale qui formalise leurs engagements et le cadre de mutualisation en s'appuyant sur les principes de la convention-cadre que chaque Collectivité a signée avec Epsilon.

Les commandes et le cas échéant les marchés subséquents fondés sur l'accord-cadre notifié en 2023 par Epsilon au prestataire Axyus pourront être passés, exécutés et payés selon les deux procédures prévues à la convention-cadre Epsilon :

- Soit directement par Epsilon, pour les prestations mutualisées en procédure A.

- Soit directement par l'une des Collectivités participantes qui utilise l'accord-cadre pour des besoins spécifiques en procédure B.

Le partage des commandes mutualisées (procédure A) s'appuie sur le rescrit fiscal obtenu de la Direction des Finances Publiques au mois d'octobre 2021 : Epsilon ne peut pas appliquer de TVA dans ses appels de fonds aux Collectivités et refacture à l'euro près aux Collectivités ce qu'elle a payé TTC au prestataire.

Dans le souci de sécuriser l'utilisation du logiciel SOLSTISS par les Collectivités membres, la licence d'utilisation sera à nouveau annexée au présent avenant 1.

Table des matières

| | | |
|------------|---|----------|
| Article 1 | Objet..... | 4 |
| Article 2 | Conditions de poursuite de participation au projet..... | 4 |
| Article 3 | Dispositions financières | 4 |
| 3.1 | Préambule concernant la participation maximale des Collectivités | 4 |
| 3.2 | Prestations mutualisées récurrentes d'assistance et maintenance | 4 |
| 3.3 | Prestations mutualisées d'évolutions | 5 |
| 3.4 | Prestations mutualisées de services annexes | 5 |
| 3.5 | Prestations mutualisées de réversibilité sortante | 6 |
| 3.6 | Evolutions individualisées réalisées par une Collectivité membre | 6 |
| Article 4 | Dispositions tenant à la Propriété Intellectuelle | 6 |
| Article 5 | ANNEXE 1 - Licence des droits de Propriété Intellectuelle au profit des Collectivités membres du projet SOLSTISS | 8 |

Article 1 objet

Le présent avenant 1 vise à définir les conditions de poursuite de la participation au projet SOLSTISS II, les dispositions financières et à rappeler les dispositions tenant à la propriété intellectuelle, le périmètre des prestations attendues restant inchangé.

Article 2 Conditions de poursuite de participation au projet

La poursuite de la participation de chaque Collectivité membre au projet SOLSTISS II est soumise à une décision formelle d'approbation de cet avenant 1, selon la forme juridique adaptée à son arrêté de délégation de signature. Une copie de l'acte portant cette décision sera alors transmise à l'association Epsilon, une fois le cas échéant retour des services du Contrôle de Légimité.

Chaque Collectivité impliquée dans le projet SOLSTISS II est alors engagée pour sa réalisation complète sur la durée et dans la limite des montants indiqués pour sa propre part à l'article 3. Elle s'engage à inscrire concomitamment à son budget ladite enveloppe financière. La durée du présent avenant 1 sera calée sur la 4^{ème} et dernière année de l'accord-cadre 2023-01, soit une durée d'un an du 03 mai 2026 au 03 mai 2027.

De même, l'association Epsilon est engagée sur la durée et au prix fixé à ce même article 3.

La Collectivité qui ne confirmera pas à Epsilon sa participation dans le cadre de cet avenant 1 avant le 30/04/2026 sera considérée comme sortant du projet et ne pourra plus bénéficier des évolutions du logiciel mais pourra continuer à l'utiliser sous réserve de mobiliser ses propres moyens pour la maintenance.

Article 3 Dispositions financières

3.1 Préambule concernant la participation maximale des Collectivités

La participation maximale est le montant à retenir par précaution par chaque Collectivité membre du projet SOLSTISS II sur la base de 12 Collectivités participantes. Cette participation ne tient pas compte du partage à opérer à la baisse si les 13 Collectivités actuellement membres poursuivent le projet la 4^{ème} et dernière année.

3.2 Prestations mutualisées récurrentes d'assistance et maintenance

Cette prestation a déjà donné lieu à trois commandes couvrant une période allant du 05/06/2023 au 05/06/2026 sur le fondement de l'accord-cadre 2023-01.

Les prestations de maintenance corrective, d'assistance sont estimées à **226 000 €** révision de prix estimée intégrée (1,07) auxquelles se rajoutent la maintenance complémentaire de 12% au 05-06-2027, soit **60 000 €** estimés, sur tous les composants réalisés depuis 2023, soit pour la 4^{ème} et dernière année de l'accord-cadre un montant estimé de **286 000 €**.

Les engagements financiers calculés sur ce total sont alors les suivants selon le nombre de Collectivités engagées:

| Participation standard | Participation maximale * |
|------------------------|--------------------------|
| 22 000 € (13) | 23 833 € (12) |

*** Chaque Collectivité inscrit à son budget la participation maximale indiquée ci-dessus qui retient par précaution l'hypothèse de mutualisation la plus basse.**

Les prestations seront réalisées dans le cadre de la **procédure A** de la convention-cadre et dans une logique de mise en œuvre exclusivement collective.

3.3 Prestations mutualisées d'évolutions

Les principales évolutions attendues pour la 4^{ème} et dernière année sont évaluées à **250 000 €** révision de prix estimée intégrée (1,07).

Les engagements financiers calculés sur ce total sont alors les suivants selon le nombre de Collectivités engagées :

| Participation standard | Participation maximale * |
|------------------------|--------------------------|
| 19 231 € (13) | 20 833 € (12) |

*** Chaque Collectivité inscrit à son budget la participation maximale indiquée ci-dessus qui retient par précaution l'hypothèse de mutualisation la plus basse.**

Les prestations seront réalisées dans le cadre de la **procédure A** de la convention-cadre et dans une logique de mise en œuvre exclusivement collective.

3.4 Prestations mutualisées de services annexes

Les prestations du Chatbot et de l'assistance à maîtrise d'ouvrage attendues pour la 4^{ème} et dernière année sont évaluées à **205 000 €** révision de prix estimée intégrée (1,07).

Les engagements financiers calculés sur ce total sont alors les suivants selon le nombre de Collectivités engagées :

| Participation standard | Participation maximale * |
|------------------------|--------------------------|
| 15 769 € (13) | 17 083 € (12) |

*** Chaque Collectivité inscrit à son budget la participation maximale indiquée ci-dessus qui retient par précaution l'hypothèse de mutualisation la plus basse.**

Les prestations seront réalisées dans le cadre de la **procédure A** de la convention-cadre et dans une logique de mise en œuvre exclusivement collective.

3.5 Prestations mutualisées de réversibilité sortante

Le montant de **la transition sortante** est estimé à **30 067 €**, révision de prix estimée intégrée (1,07).

Les engagements financiers calculés sur ce total sont alors les suivants selon le nombre de Collectivités engagées :

| Participation standard | Participation maximale * |
|------------------------|--------------------------|
| 2 313 € (13) | 2 506 € (12) |

*** Chaque Collectivité inscrit à son budget la participation maximale indiquée ci-dessus qui retient par précaution l'hypothèse de mutualisation la plus basse.**

Les prestations seront réalisées dans le cadre de la **procédure A** de la convention-cadre et dans une logique de mise en œuvre exclusivement collective.

3.6 Evolutions individualisées réalisées par une Collectivité membre

Chaque Collectivité pourra commander des prestations d'évolution spécifiques dans le cadre de la **procédure B** de la convention-cadre. L'engagement financier pris dans le cas de prestations individualisées est de la responsabilité de chaque Collectivité. Elle demandera une autorisation à Epsilon pour activer une procédure B, décrira le contenu des prestations et lui fournira un justificatif relatif aux crédits votés qui pourra prendre la forme d'un simple courrier ou mail d'une personne habilitée. Elle fera référence dans sa commande à l'annexe-projet 2023-01 et au présent avenant 1 (Cf article 4.3).

Article 4 Dispositions tenant à la Propriété Intellectuelle

4.1 A propos des droits sur le logiciel SOLSTISS cédés par AXYUS et de sa cession à Epsilon

Le Prestataire responsable de la réalisation et de la maintenance de SOLSTISS est la société AXYUS. Deux consultations juridiques d'avocats avaient fait successivement apparaître que la Collectivité Nouvelle-Aquitaine était seule signataire du contrat dans le cadre du groupement de commandes visant à réaliser le logiciel mais qu'il était néanmoins possible de considérer que l'ensemble des Collectivités en faisant partie étaient bénéficiaires des droits.

L'avenant 1 de l'annexe-projet SOLSTISS I 2019-01 a permis aux Collectivités signataires de ratifier la cession des droits patrimoniaux de SOLSTISS à titre exclusif au profit d'Epsilon sans qu'il soit nécessaire de ratifier des contrats en sus.

Il est précisé que les Parties se sont entendues pour transférer leurs droits de propriété intellectuelle sans s'attacher au formalisme de l'article L. 131-3 du Code de la propriété intellectuelle au regard de la jurisprudence dite Perrier (Cour de Cassation, Chambre civile 1, du 13 octobre 1993, 91-11.241) qui a notamment retenu que : *« les dispositions de l'article L. 131-3 du Code de la propriété intellectuelle régissent les seuls contrats consentis par l'auteur dans l'exercice de son droit d'exploitation, et non ceux que peuvent conclure les cessionnaires avec des sous-exploitants (...) »*.

4.2 A propos de la tierce maintenance applicative et évolutive de SOLSTISS couverte par l'accord-cadre 2019-01 et l'accord-cadre 2023-01 entre AXYUS et Epsilon

Un 1^{er} accord-cadre 2019-01 de Tierce maintenance applicative avait été conclu entre AXYUS et Epsilon de 2019 à 2023. Le 2^{ème} accord-cadre de Tierce maintenance applicative 2023-01, en cours d'exécution, a été conclu entre AXYUS et Epsilon début mai 2023. Cette société a cédé les droits patrimoniaux à titre exclusif à Epsilon en ce qui concerne les évolutions qui ont pu ou qui pourraient naître des contrats précités.

Les Collectivités qui ont commandé des prestations spécifiques en procédure B dans les contrats précités passés par Epsilon avec AXYUS ont déjà cédé ou entendent céder, par le présent avenant 1, les droits patrimoniaux de ces développements à titre exclusif à Epsilon.

4.3 A propos de la licence accordée par Epsilon à l'ensemble des Collectivités parties au présent avenant 1 sur le logiciel SOLSTISS

Epsilon, qui a préalablement acquis les droits, (4.1-4.2) concède aux Collectivités membres du projet les droits d'utilisation de SOLSTISS.

Epsilon, dans le cadre de la licence jointe en annexe 1 au présent avenant 1, cède à titre non exclusif aux Collectivités membres du projet les droits d'utilisation de SOLSTISS.

Chaque développement spécifique (procédure B) commandé par une Collectivité, dans le cadre de l'annexe-projet initiale SOLSTISS II et du présent avenant 1, donnera lieu à conception d'un composant dont chaque Collectivité partenaire du projet de logiciel (dont fait partie ce composant) pourra ensuite bénéficier.

Dans le cadre de la procédure B, la Collectivité ou la collectivité qui passe directement une commande sur le fondement de l'accord-cadre 2023-01 pour des prestations spécifiques, s'engage impérativement à faire référence à cet accord-cadre et à cet avenant 1 qui prévoit que les droits de la Propriété Intellectuelle remontent à Epsilon quelle que soit la procédure retenue, A ou B.

La licence d'utilisation mise en place par Epsilon annexée au présent avenant 1 prévoit que les Collectivités membres du projet SOLSTISS puissent utiliser les résultats des développements réalisés en procédure A et en procédure B et qu'une Collectivité qui quitterait le projet puisse continuer à utiliser le logiciel, voire le confier à un tiers pour sa maintenance et ses évolutions.

A ce sujet et compte tenu du fait que les contributions financières d'une Collectivité sur les développements issus du logiciel qu'elle souhaiterait utiliser ne sont pas nécessairement d'un niveau homogène (au regard notamment de la date d'arrivée de la Collectivité dans Epsilon ou dans le Projet), la Collectivité accepte, si un écart significatif devait être constaté, que la poursuite de l'utilisation du logiciel dans sa version la plus récente, donnera lieu à des discussions afin qu'Epsilon l'autorise.

Article 5

ANNEXE 1 - Licence des droits de Propriété Intellectuelle au profit des Collectivités membres du projet SOLSTISS

Préambule

Epsilon, titulaire des droits patrimoniaux, concède à la Collectivité par cette licence les droits nécessaires à l'utilisation de la solution SOLSTISS.

Il est néanmoins précisé qu'en cas de départ du projet SOLSTISS, la Collectivité conserve la possibilité de continuer d'utiliser le logiciel SOLSTISS pour les développements auxquels la Collectivité a participé via ses financements aux dépenses mutualisées de réalisation et de maintenance. La Collectivité peut faire maintenir et évoluer, à ses frais, par un tiers au projet initial (maintenance tierce) le logiciel SOLSTISS. Le départ volontaire évoqué ci-dessous ne peut être comparé à la résiliation pour faute prévu à l'article 9 de la présente licence.

La Collectivité ne peut pas céder les droits du logiciel SOLSTISS à un tiers sans l'accord du COPIL SOLSTISS et d'Epsilon.

La Collectivité est autorisée par Epsilon dans le cadre de l'annexe-projet et de son avenant 1 à commander des développements spécifiques en procédure B relatifs au logiciel. Ces développements deviendront la propriété d'Epsilon et seront utilisés par la communauté des Collectivités signataires de l'annexe-projet initiale et de l'avenant 1 ou les ayant ratifiés.

Article 1 : Définitions

Le terme Logiciel désigne les composants du logiciel comprenant l'ensemble des droits de propriété intellectuelle (code source, code objet) ainsi que l'ensemble de la documentation technique relative à son exploitation.

Article 2 : Durée de la licence

La licence est conclue pour la même durée que l'avenant 1 à l'annexe-projet SOLSTISS II.

Article 3 : Objet de la licence

La licence définit les termes et conditions dans lesquelles Epsilon consent à la Collectivité, qui accepte à titre non exclusif les droits d'utilisation du Logiciel SOLSTISS.

Article 4 : Droits d'utilisation du Logiciel

La licence d'utilisation du Logiciel permet à la Collectivité d'utiliser ledit Logiciel conformément à sa destination, à savoir la gestion des formations sanitaires et sociales, pour ses besoins propres sur son système d'information ou tout autre qui viendrait à s'y substituer.

Au titre du droit d'utilisation concédé par la présente licence d'utilisation, la Collectivité pourra reproduire, de façon permanente ou provisoire, le Logiciel, aux fins de chargement, affichage, exécution, transmission ou stockage de ce Logiciel.

La Collectivité pourra effectuer une copie de sauvegarde du Logiciel, sauf si ladite copie est fournie par Epsilon. La Collectivité aura sur la copie de sauvegarde les mêmes droits et obligations que sur l'exemplaire du Logiciel concédé en licence.

En dehors des droits concédés au présent article ci-dessus et sans préjudice de ceux-ci, la Collectivité n'est pas autorisée au titre des présentes à :

- Copier, imprimer, transférer, transmettre tout ou partie du Logiciel ;
Ces restrictions de propriété intellectuelle ne sont pas contradictoires avec la mise à disposition le cas échéant de la solution cible à différents partenaires conventionnés avec chaque Collectivité.
- Compiler le Logiciel, le décompiler, le désassembler, le traduire, l'analyser, procéder au reverse engineering ou tenter d'y procéder, sauf dans les limites autorisées par la loi.
- A céder les droits dont il dispose à un tiers.

Au titre de la Licence, Epsilon concède à la Collectivité relativement au Logiciel, les droits de :

- Reproduction et utilisation des logiciels, par quelque procédé que ce soit, sur tout support papier, magnétique, optique, vidéographique ou numérique, pour toute exploitation, y compris en réseau.
- Dans le cadre de commandes réalisées en procédure B conformément à l'annexe-projet SOLSTISS II et à son avenant 1: Adaptation, modification du Logiciel.
- Le tout pour ses besoins propres.

Cette concession de droits est effective pour le monde entier et pour toute la durée de la Licence.

Conformément à l'avenant 1 de l'annexe-projet, les Collectivités membres du projet SOLSTISS pourront utiliser les résultats des développements réalisés en procédure A et en procédure B.

Dans l'hypothèse où une Collectivité devait quitter le projet, elle pourra continuer à utiliser le Logiciel à l'exclusion des composants et des versions qu'elle n'aurait pas financés sauf accord d'Epsilon.

Le cas échéant, la Collectivité pourra confier la maintenance et les évolutions à un tiers.

Article 5 : Garantie d'éviction

Les Collectivités s'étaient vu garantir par le Prestataire à l'origine de la conception du Logiciel la conformité de celui-ci. Epsilon qui détient l'intégralité des droits patrimoniaux s'est vu garantir que le Logiciel ne constitue pas une contrefaçon d'une œuvre préexistante et que les droits de propriété intellectuelle des tiers ont été respectés (notamment les droits d'auteur, droits sur les dessins et modèles, ainsi que les droits sur les brevets et les marques).

Epsilon s'était vu garantir que le Prestataire ne subissait à la date de signature du contrat aucune revendication.

Dans ces conditions, Epsilon cède à la Collectivité la garantie de jouissance paisible dont elle a elle-même bénéficié dans un contrat séparé.

Article 6 : Sort des droits concédés

Dans l'hypothèse d'une décision de dissolution d'Epsilon, cette dernière s'engage à prévenir préalablement les Collectivités à l'origine de la conception du Logiciel de cette décision et à leur rétrocéder les droits acquis sur le Logiciel SOLSTISS.

Article 7 : Prix

Conformément à l'article L 122-7 du Code de la propriété Intellectuelle, la concession des droits sur le Logiciel est opérée de façon gratuite au bénéfice de la Collectivité.

La Collectivité participe financièrement aux dépenses mutualisées de maintenance et d'évolution du Logiciel dans les conditions de l'annexe-projet et de son avenant 1.

Article 8 : Garantie contractuelle

Epsilon garantit exclusivement la conformité du Logiciel aux caractéristiques fonctionnelles et techniques figurant dans la documentation remise à la Collectivité au titre de la licence.

Epsilon a souscrit une Tierce Maintenance Applicative dont bénéficiera la Collectivité, laquelle maintenance permettra de corriger toute anomalie.

Epsilon fera remonter à la Collectivité et/ ou au Prestataire désigné assurant la maintenance, toute information concernant les anomalies à corriger.

La Collectivité est pleinement informée que le Logiciel qui lui est concédé n'est pas exempt d'anomalies et que son fonctionnement pourrait être interrompu notamment pour des questions de maintenance.

En conséquence, il est rappelé à la Collectivité qu'il lui appartient de prendre toutes les dispositions pour établir les plans de dépannages adéquats et de prendre toute mesure appropriée pour minimiser les conséquences dommageables liées notamment à une possible interruption d'exploitation ou à une possible perte de données générées par le Logiciel et du fait de son utilisation.

Article 9 : Résiliation de plein droit pour faute

La licence pourra être résiliée de plein droit en cas de non-règlement par la Collectivité ou la Collectivité de ses redevances liées à la tierce maintenance applicative.

La licence pourra être résiliée pour non-respect des obligations, notamment visées à l'article 4.

Dans une telle hypothèse, ce n'est que si les paiements des redevances susvisés ne sont pas honorés dans un délai de 30 jours suivant la réception par la Collectivité ou la Collectivité d'une lettre LRAR notifiant ce manquement que la résiliation de plein droit pourra être effective.

En cas de cessation des présentes relations contractuelles pour faute dissociable de l'hypothèse du départ volontaire d'une Collectivité sans faute de sa part, la Collectivité ou la Collectivité s'engage soit à restituer à Epsilon dans les 30 jours de la fin des relations contractuelles, l'ensemble des éléments constitutifs du Logiciel, y compris les supports et toutes les copies qui en auront été faites, en garantissant par écrit l'intégralité de cette remise, soit à fournir par écrit, une attestation certifiant la destruction du Logiciel, de ses supports et de toutes les copies qui auraient pu être faites.

Article 10 : Dispositions générales

Il est entendu entre Epsilon et la Collectivité que les codes sources comprennent les programmes du Logiciel annotés pouvant être lus et interprétés par toute personne connaissant le langage dans lequel ils sont écrits, ainsi qu'une documentation de conception détaillée disponible et organisée par le prestataire et par les Collectivités membres du projet.

Fait à ... ;

Le ... ;

En 2 exemplaires originaux ou un seul exemplaire signé électroniquement

| Le Président d'Epsilon | La Collectivité |
|------------------------|-----------------|
| | |